



Commission « Agriculture - Pêche - Forêt »

Tél : 01.40.40.11.59/01.40.40.12.51

CONFERENCE DE PRESSE SOMMET DE L'ELEVAGE VENDREDI 8 OCTOBRE 2010

Xavier COMPAIN – PCF
Responsable National « Agriculture, Pêche, Forêt »

Conquérir de nouvelles politiques publiques agricoles

Des éleveurs laissés pour compte.

Avec 10 000 euros de revenu annuel, les éleveurs bovins français sont condamnés à survivre sous le seuil de la pauvreté (880 €/mois).

Avec des cours aujourd'hui inférieurs de 10 % à ceux des années 1985-1990, des prix moyens de 3 euros du kilo de carcasse. **Leur travail ne peut être rémunéré à moins de 4 euros !**

Les prix à la consommation ont grimpé sur la même période de 40 %.

Gouvernement : bras d'honneur aux paysans.

Les 300 millions d'euros présentés à Rennes (SPACE) comme de nouvelles aides aux filières ne sont en fait qu'un effet d'annonce au cœur de l'agitation, puisqu'il s'agit d'un redéploiement budgétaire du projet de budget de l'agriculture 2011 inscrit dans la rigueur.

La Droite avec ses précédentes lois de régulation économique, la dernière loi dite de Modernisation Agricole, n'a mise en place que de vieilles recettes libérales donnant la main aux actionnaires de l'agro-alimentaire et aux premières fortunes de la grande distribution.

L'importation massive de 400 000 tonnes supplémentaire, de viande du Mercosur en Europe, dont les seuls gagnants seraient les portefeuilles de major de la distribution, ne nourrit évidemment pas les estomacs sud-Américains et tomberait comme un couperet pour les paysans français et européens.

La concurrence libre et non faussée comme doctrine gouvernementale, le prix mondial comme seul référent des cours agricoles, menace l'avenir des 185 000 exploitations et 325 000 emplois liés à l'élevage, piliers de l'économie rurale du Grand Massif central, du Grand Ouest, de 25 % de la surface agricole de la France.

Derrière un discours sans actes de Nicolas SARKOZY sur le renforcement de la régulation économique, après les propos de Bruno LE MAIRE sur la politique agricole Commune et un « pacte social autour de l'agriculture et l'alimentation », le Président de la République qui voulait moraliser le capitalisme... vise à livrer l'agriculture française sans compensation, dans le cadre d'une PAC démantelée à l'horizon 2013.

L'analyse du PCF :

Il est de la responsabilité du gouvernement de prendre la mesure de la situation, de répondre aux attentes paysannes exprimées. L'agriculture cumule calamités économiques (effondrement du revenu) et calamités climatiques (sécheresse) auxquels il est urgent d'apporter des mesures concrètes aux éleveurs.

Les propositions du Parti Communiste français :

CONQUÉRIR DE NOUVELLES POLITIQUES PUBLIQUES AGRICOLES

A travers l'agriculture, l'alimentation se pose un enjeu de civilisation, avec au cœur un nouveau type de développement pour à la fois nourrir les femmes, les hommes et répondre aux questions environnementales, écologiques, climatiques et énergétiques. La vie réelle nous a appris que **la lutte contre la faim se pense à l'échelle des cycles de productions, des activités du vivant**.

C'est donc dès maintenant qu'il faut agir pour prévenir les crises agricoles, écologiques et les insécurités alimentaires de demain.

La satisfactions des besoins humains doivent être pérennisés par l'invention de nouvelles règles de production, de consommation, de partage et de coopération au service du progrès partagé. Par le prisme de la souveraineté alimentaire (droit fondamental des peuples), la responsabilité politique est confiée aux États, aux élu-e-s et aux populations de définir leurs politiques agricoles et alimentaires.

L'exigence d'une réforme agraire internationale, d'une nouvelle PAC, répond à la préoccupation de développer des agriculture paysannes productrices de denrées de qualité.

Pour mieux être au service de ce progrès si elle en a la volonté politique, l'Europe doit: utiliser sa préférence communautaire et organiser ses échanges avec les pays tiers sans dumpings sociaux, sanitaires, environnementaux, sous la forme d'accords mutuellement avantageux, fixer un prix minimum indicatif européen avec pour objectif la rémunération du travail paysan, répartir la plus value entre producteurs, industries agro-alimentaires et la grande distribution tout en garantissant l'accès des consommateurs à l'alimentation.

En France, malgré la politique de Nicolas SARKOZY et la droite, qui vise à laisser les

mains libres aux géants de l'agroalimentaire, aux distributeurs et aux spéculateurs, des conquêtes sont à portée de main. Travaillons à gagner l'adoption de la proposition de loi sur le **Droit au revenu agricole** déposée à l'Assemblée nationale par André CHASSAIGNE au nom de la Gauche démocrate et républicaine. Cette proposition offre des solutions pour sortir l'agriculture française de la crise en général et de celle « de revenus » en particulier. C'est un arsenal avec des dispositifs permettant la définition de prix minimums indicatifs, la mise en place d'une conférence annuelle par production associant l'ensemble du monde agricole et donnant lieu à négociation sur les prix.

Pour être précis, à la question posée, quelle serait votre première mesure si vous étiez à la responsabilité en 2012 : nous fixerions par décret, un coefficient multiplicateur qui encadre les marges de la grande distribution.